



MAIRIE D'AUZANCES

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 7 AVRIL 2023

Présents : Françoise SIMON, Caroline LE CORRE, Georges DIONNET, Serge DESBOUDARD, Christine BICHON-MOREL, Fabien JAMME, Jean-Pol GILBERT, Marie-Claude BOUGNOUX, Chrystelle VAXIVIERE, Christian SCARAMUCCIA, Leilha BERTHON, Françoise SUDI GUIRAL

Absents excusés : Delphine DIONNET, Bastien GENDRAUD, Jean-Pascal HELION

Pouvoirs : Bastien GENDRAUD à Françoise SIMON, Delphine DIONNET à Leilha BERTHON, Jean-Pascal HELION à Fabien JAMME

Secrétaire de séance : Christian SCARAMUCCIA

Délibération n° 2023 – 19 en date du 7 Avril 2023 portant modification de la délibération n° 2022-51 en date du 24 octobre 2022

portant signature des baux avec les occupants du Carré des Artisans suite à une erreur matérielle qui a été faite sur la partie « relevés des compteurs électriques au 01.10.2022 » :
Les sous compteurs d'Eric Berthon et de Thomas Ternat ont été inversés.

Nombre de membres	15
Présents	12
Représentés	3
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que la délibération n° 2022-51 en date du 24 Octobre 2022 faisait part des informations ci-dessous pour les compteurs d'électricité permettant l'appel des charges tous les 6 mois à compter du 01.10.2022, selon la modalité suivante :

▪ *un remboursement, à compter du 01.10.2022, des charges d'électricité et d'eau au vu des relevés des compteurs pour les consommations (index de départ précités) et une somme pour les abonnements égale à l'abonnement « eau et électricité » divisé par 3.*

Relevé des compteurs électriques au 01.10.2022 :

- Eric Berthon : 2027 kwh
- Bastien Gendraud : 2 kwh
- Thomas Ternat : 140 Kwh

Madame le Maire précise que les compteurs d'Eric BERTHON et de Thomas TERNAT ont été inversés et qu'il convient donc d'acter les relevés suivants pour l'appel des charges :

Relevé des compteurs électriques au 01.10.2022 :

- Thomas Ternat : 2027 kwh
- Bastien Gendraud : 2 kwh
- Eric Berthon : 140 Kwh

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve la modification de la délibération n° 2022-51 en date du 24 Octobre 2022 précitée, et prend acte des nouveaux relevés.

**Délibération n° 2023 – 20 en date du 7 Avril 2023
portant ajout d'une nouvelle numérotation
pour l'immeuble 5 rue de Malval – 23700 AUZANCES**

Nombre de membres	15
Présents	12
Représentés	3
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, valide l'adressage suivant pour l'immeuble 5 rue de Malval – 23700 AUZANCES, et charge Madame le Maire de le transmettre à tous les services concernés.

Numéro de parcelle	PROPRIETAIRE	Adressage validé par le Conseil Municipal
AC 394	MARCHAND Bernard 4 Le Theil – 23700 LE COMPAS	Niveau sous-sol : 5 bis rue de Malval Niveau rez-de-chaussée : 5 rue de Malval

**Délibération n° 2023 – 21 en date du 7 Avril 2023
portant vote des taux communaux d'imposition
des taxes directes locales pour 2023**

Nombre de membres	15
Présents	12
Représentés	3
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, après en avoir délibéré, décide de voter les taux d'imposition suivants pour l'année 2023 :

- Taxe sur le Foncier bâti : 39, 74%
- Taxe sur le Foncier non bâti : 36, 60%
- Taxe d'Habitation : 7, 33%

**Délibération n° 2023 – 22 en date du 7 Avril 2023
portant attribution des subventions de fonctionnement aux associations
- Année 2023 -**

Nombre de membres	15
Présents	12
Représentés	3
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'attribuer les subventions de fonctionnement aux associations, pour l'année 2023, conformément au tableau annexé à la présente délibération.

NOM DES BENEFICAIRES	Proposition 2023	Décision 2023
Secours catholique	200,00 €	200,00 €
Les restaurants du cœur	pas de demande	
Secours Populaire Français	200,00 €	200,00 €
Croix rouge	pas de demande	
Association Creuse Corrèze pour les enfants d'Ukraine	300,00 €	300,00 €
France Alzheimer creuse	100,00 €	100,00 €
Mission Locale de la Creuse (0,46€ par habitant = 1226 hab x 0,46 = 563,96€)	100,00 €	100,00 €
Alcool assistance	pas de demande	
ACCA Auzances	155,00 €	155,00 €
Association des pêcheurs auzançais	155,00 €	155,00 €
La truite auzanaise	215,00 €	215,00 €
UNRPA Auzances	350,00 €	350,00 €
Club de l'amitié des aînés ruraux	350,00 €	350,00 €
Comité de jumelage auzances / rosstal	1 250,00 €	1 250,00 €
Association Lire à Auzances	300,00 €	300,00 €
Lire en creuse	50,00 €	50,00 €
Culture et patrimoine	500,00 €	500,00 €
Comité des fêtes	5 400,00 €	5 400,00 €
Chorale Alisancia	155,00 €	155,00 €
ADPG et CATM	95,00 €	95,00 €
ANACR comité départemental	15,00 €	15,00 €
FNACA comité d'auzances	95,00 €	95,00 €
Association des amis du musée de la résistance et de la déportation de la creuse	50,00 €	50,00 €
Auzances tir sportif	400,00 €	400,00 €
Gymnastique club auzançais	350,00 €	350,00 €
L'Aigle auzançais	500,00 €	500,00 €
Tennis club des combrailles	500,00 €	500,00 €
Mille pattes	300,00 €	300,00 €
Basket	900,00 €	900,00 €
Judo club d'auzances	500,00 €	500,00 €
Union sportive auzanaise football	1 800,00 €	1 800,00 €
Badminton	500,00 €	500,00 €
Mainsat Evaux VTT CCME	420,00 €	420,00 €
Entente athlétique Aubusson	500,00 €	500,00 €
ASSO. DEP des pupilles de l'enseignement public	15,00 €	15,00 €
Amicale des sapeurs pompiers d'Auzances	300,00 €	300,00 €
AGIR solde subv équil ALSH année n-1	6 158,29 €	6 158,29 €
AGIR solde subv équil ALSH Acpte année N	6 409,00 €	6 409,00 €
AGIR subv équil Maison France Services 2022		26 000,00 €
APE	400,00 €	400,00 €
subvention exc comice	6 560,00 €	6 560,00 €
AUTRES DEMANDES		
Divers		4 012,71 €
Total Art 65748	36 547,29 €	66 560,00 €

**Délibération n° 2023 –23 en date du 7 Avril 2023
portant vote du budget primitif 2023**

Nombre de membres	15
Présents	12
Représentés	3
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, après en avoir délibéré, vote le budget primitif de la commune d'Auzances, pour l'année 2023, qui s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de :

1 543 040, 59 € pour la section de fonctionnement

2 455 030, 57 € pour la section d'investissement

**Délibération n° 2023 – 24 en date du 7 Avril 2023
portant choix de la durée d'amortissement du fonds de concours versé à la Communauté de Communes Marche et Combraille en Aquitaine pour l'aménagement aux abords de la station des services place du marché**

Nombre de membres	15
Présents	12
Représentés	3
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune d'Auzances a versé la somme de 3 719, 74 € comme fonds de concours à la Communauté de Communes Marche et Combraille en Aquitaine pour l'aménagement aux abords de la station des services.

Madame le Maire indique au Conseil Municipal que les fonds de concours doivent être amortis. Sur les conseils du Conseiller aux Décideurs Locaux, Madame le Maire propose au Conseil Municipal une durée d'amortissement de 5 ans, à compter du 01.01.2023, soit une somme annuelle de 743,95 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve la proposition de Madame le Maire précitée, et l'autorise à réaliser toutes démarches utiles pour le bon aboutissement de ce dossier.

**Délibération n° 2023 – 25 en date du 7 Avril 2023
portant reconduction du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions Sujétions de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel – RIFSEEP – à partir du 1^{er} juillet 2023 - pour toutes les filières**

Nombre de membres	15
Présents	12
Représentés	3
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique et, notamment, les articles L712-1, L713-1, L714-4 à L714-13,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2016-1916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire,

Vu le décret n°2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 précité,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu les arrêtés ministériels en date des :

- 3 juin 2015 pour le corps interministériel des attachés d'administration (cadre d'emplois des attachés)
- 19 mars 2015 pour les corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat (cadre d'emploi des Rédacteurs)
- 20 mai 2014 pour les corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat (cadre d'emploi des adjoints administratifs)
- 30 décembre 2016 pour le corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage (cadre d'emploi des adjoints du patrimoine)
- 28 avril 2015 modifié pour le corps des adjoints techniques des administrations de l'Etat (cadre d'emploi des adjoints techniques, agents de maîtrise)

Vu la délibération n° 2017-20 en date du 9 mars 2017, portant mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions des Sujétions de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel – RIFSEEP -, qui demande à être modifié suite à la parution des nouveaux arrêtés,

Vu la délibération n° 2018-5 en date du 22 février 2018 portant mise en place d'un Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions des Sujétions de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel – RIFSEEP – au 1^{er} Avril 2018 pour toutes les filières, suite à la parution des nouveaux textes et décrets,

VU la délibération n° 2019-35 en date du 18 Juillet 2019 portant mise en place d'un Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions des Sujétions de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel – RIFSEEP – au 1^{er} Octobre 2019 pour toutes les filières,

Vu la délibération n° 2021-59 en date du 27 septembre 2021 portant reconduction du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions des Sujétions de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel – RIFSEEP – au 1^{er} Octobre 2021 pour toutes les filières,

Vu la nécessité d'actualiser la mise en place du RIFSEEP,

Après en avoir délibéré, décide de reconduire dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, le nouveau régime indemnitaire qui se compose de deux éléments :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise liée aux fonctions exercées par l'agent et à son expérience professionnelle,
- Le complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

1 – Mise en place de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE)

Cette indemnité est versée en tenant compte du niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions occupées par les fonctionnaires. Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions en fonction des critères professionnels suivants :

- Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- De la technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Des sujétions particulières ou degré d'exposition du poste par rapport à son environnement professionnel

a) Les bénéficiaires

Après en avoir délibéré, décide d'instituer, à l'unanimité, selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) aux agents titulaires, stagiaires et contractuels (d'une ancienneté supérieure à un an) à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

Les cadres d'emplois concernés sont les suivants : attachés, rédacteurs, adjoints administratifs, adjoints du patrimoine, agents de maîtrise et adjoints techniques territoriaux.

b) La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel

Attachés Territoriaux		Montants annuels	
Groupes de Fonctions	EMPLOIS	Montant minimum IFSE	Montant maximum IFSE
Groupe 1	Direction Générale des Services	9 600, 00 €	12 000, 00 €
Groupe 2	Direction adjointe	7 000, 00 €	10 000, 00 €
Groupe 3	Responsable d'un service	5 000, 00 €	7 000, 00 €

Rédacteurs Territoriaux		Montants annuels	
Groupes de Fonctions	EMPLOIS	Montant minimum IFSE	Montant maximum IFSE
Groupe 1	Responsable des services, gestionnaire comptable, programmation, coordination, encadrement etc...	8 000, 00 €	10 000, 00 €
Groupe 2	Responsable d'un service, programmation, coordination, encadrement etc...	6 000, 00 €	9 000, 00 €
Groupe 3	Adjoint au responsable de service	4 800, 00 €	8 000, 00 €

Adjoints Administratifs Territoriaux		Montants annuels	
Groupes de Fonctions	EMPLOIS	Montant minimum IFSE	Montant maximum IFSE
Groupe 1	Responsable de service, gestionnaire comptable marchés publics, sujétions, qualifications ...	1 200, 00 €	6 000, 00 €
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil,	1 000, 00 €	4 500, 00 €

Adjoints du Patrimoine Territoriaux		Montants annuels	
Groupes de Fonctions	EMPLOIS	Montant minimum IFSE	Montant maximum IFSE
Groupe 1	Responsable de la bibliothèque municipale, gestion et animation	602, 00 €	2 000, 00 €
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil,	350, 00 €	600, 00 €

Agents de Maîtrise Territoriaux		Montants annuels	
Groupes de Fonctions	EMPLOIS	Montant minimum IFSE	Montant maximum IFSE
Groupe 1	Responsable des services techniques	2 400,00 €	6 000, 00 €
Groupe 2	Responsable d'un service : espaces verts, bâtiments etc...	1 000, 00 €	4 500, 00 €

Adjoints Techniques Territoriaux		Montants annuels	
Groupes de Fonctions	EMPLOIS	Montant minimum IFSE	Montant maximum IFSE
Groupe 1	Responsable d'un service	2 050, 00 €	4 200, 00 €
Groupe 2	Second du responsable de service, agent d'exécution	600, 00 €	2 500, 00 €

c) Le réexamen du montant de l'I.F.S.E

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions
- Au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent,
- En cas de changement de grade à la suite d'une promotion

d) Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E

Dans les cas suivants, le régime indemnitaire, part IFSE, en vigueur sera :

- Maintenu en suivant le sort du traitement, en cas de maladie ordinaire, accident de service, maladie professionnelle,
- Suspendu en cas de congé longue maladie, longue durée, grave maladie ; conformément à la législation en vigueur (sans rappel des sommes éventuellement maintenues dans un premier temps au titre de la maladie ordinaire),
- Maintenu en cas de congé maternité, paternité, adoption sans préjudice de la modulation en fonction de l'engagement professionnel de l'agent ; conformément à la législation en vigueur,
- Maintenu sans proratisation en cas de temps partiel thérapeutique,
- Maintenu dans le cas de période de préparation au reclassement.

e) Périodicité de versement de l'I.F.S.E

Elle sera versée mensuellement.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

- f) Clause de revalorisation : les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

- g) La date d'effet : les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} juillet 2023.

2 – Mise en place du complément indemnitaire annuel

Le Complément Indemnitaire Annuel est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

a) Les bénéficiaires

Après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité, d'instituer selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat le complément indemnitaire annuel (C.I.A) aux agents titulaires, stagiaires et contractuels (d'une ancienneté de plus de 1 an) à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

Les cadres d'emplois concernés sont les suivants : attachés, rédacteurs, adjoints administratifs, adjoints du patrimoine, agents de maîtrise et adjoints techniques territoriaux.

b) La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima

Chaque part du C.I.A. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel

Attachés Territoriaux		Montants annuels
Groupes de Fonctions	EMPLOIS	Montant maximum CIA
Groupe 1	Direction Générale des Services	2 200, 00 €
Groupe 2	Direction adjointe	1 900, 00 €
Groupe 3	Responsable d'un service	1 700, 00 €

Rédacteurs Territoriaux		Montants annuels
Groupes de Fonctions	EMPLOIS	Montant maximum CIA
Groupe 1	Responsable des services, gestionnaire comptable, programmation, coordination, encadrement etc...	1 700, 00 €
Groupe 2	Responsable d'un service, programmation, coordination, encadrement etc...	1 500, 00 €
Groupe 3	Adjoint au responsable de service	1 200, 00 €
Adjointes Administratives Territoriales		Montants annuels
Groupes de Fonctions	EMPLOIS	Montant maximum C.I.A.
Groupe 1	Responsable de service, gestionnaire comptable marchés publics, sujétions, qualifications ...	1 200, 00 €

Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil,	1 000, 00 €
----------	-------------------------------------	-------------

Adjoints du Patrimoine Territoriaux		Montants annuels
Groupes de Fonctions	EMPLOIS	Montant maximum C.I.A.
Groupe 1	Responsable de la bibliothèque municipale, gestion et animation	1 200, 00 €
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil,	1 000, 00 €

Agents de maîtrise Territoriaux		Montants annuels
Groupes de Fonctions	EMPLOIS	Montant maximum C.I.A.
Groupe 1	Responsable d'un service	1 500, 00 €
Groupe 2	Responsable d'un service : espaces verts, bâtiments etc...	1 000, 00 €

Adjoints Techniques Territoriaux		Montants annuels
Groupes de Fonctions	EMPLOIS	Montant maximum C.I.A.
Groupe 1	Responsable d'un service	1 500, 00 €
Groupe 2	Second du responsable de service, agent d'exécution	1 000, 00 €

c) Les modalités de maintien ou de suppression du C.I.A.

Dans les cas suivants, le régime indemnitaire, part CIA, en vigueur sera :

- Maintenu en suivant le sort du traitement, en cas de maladie ordinaire, accident de service, maladie professionnelle,
- Suspendu en cas de congé longue maladie, longue durée, grave maladie ; conformément à la législation en vigueur (sans rappel des sommes éventuellement maintenues dans un premier temps au titre de la maladie ordinaire),
- Maintenu en cas de congé maternité, paternité, adoption sans préjudice de la modulation en fonction de l'engagement professionnel de l'agent ; conformément à la législation en vigueur,
- Maintenu sans proratisation en cas de temps partiel thérapeutique,
- Maintenu dans le cas de période de préparation au reclassement.

d) Périodicité de versement du C.I.A :

Le C.I.A. fera l'objet d'un versement en une seule fois et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

e) Clause de revalorisation : les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

f) La date d'effet : les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} juillet 2023.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E et du C.I.A décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Délibération n° 2023 – 26 en date du 7 Avril 2023
portant définition du montant du loyer du logement communal n° 1 situé 2 chemin de la Justice –
23700 AUZANCES

Nombre de membres	15
Présents	12
Représentés	3
Votants	15
Exprimés	15
Pour	14
Contre	1
Abstentions	0

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal le montant du loyer, avant travaux de réhabilitation, de l'appartement communal n° 1 situé 2 chemin de la Justice à Auzances, qui était de 414, 06 € (sans la taxe d'enlèvement des ordures ménagères de 9,67 € par mois).

Le montant total des travaux réalisés s'élève à 35 532, 16 € TTC.

Madame le Maire présente ensuite au Conseil Municipal des durées d'amortissement possible de ces travaux sur :

- 15 ans = > + 197, 40 € par mois, ce qui fait un nouveau montant de loyer de 611, 46 € par mois
- 20 ans = > + 148, 05 € par mois, ce qui fait un nouveau montant de loyer de 562, 11 € par mois

Le Conseil Municipal, à la majorité, considérant les montants des loyers pratiqués pour des logements similaires :

- décide un montant de loyer mensuel de 560 Euros pour l'appartement communal n° 1 situé 2 chemin de la Justice à Auzances,
- charge Madame le Maire de procéder à la révision annuelle de ce montant de loyer tous les 1^{er} janvier de chaque année (par rapport à l'Indice de Référence des Loyers en vigueur au troisième trimestre 2022 et 2023, comme pratiqué pour tous les loyers communaux),
- charge Madame le Maire de traiter avec les locataires candidats et de signer le contrat de location à intervenir avec le locataire retenu,
- charge Madame le Maire de réaliser toutes démarches utiles et de signer tous documents pour le bon aboutissement de ce dossier.

Délibération n° 2023 – 27 en date du 7 Avril 2023
portant vote des subventions d'équilibre : solde 2021 et acompte 2022
pour l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement d'Auzances
ALSH MICADO

Nombre de membres	15
Présents	12
Représentés	3
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire présente au Conseil Municipal le budget réel 2022 pour l'ALSH MICADO :

CHARGES	
Charges de fonctionnement	17 848,50
Part des charges de fonctionnement ALSH	71%
Part des charges de fonctionnement C.A.V.L.	29%
Charges de personnel	26 014,08
Part des charges de personnel ALSH	65%
Part des charges de personnel C.A.V.L.	35%
TOTAL CHARGES 2022	43 862,58

PRODUITS	
Prestations de Service	10 407,95
Part des PS ALSH	46%
Part des PS C.A.V.L.	54%
Participation aux activités	4 116,44
Part ALSH	98%
Part C.A.V.L. (adhésion)	2%
Aide aux postes	1 165,55
Part C.A.V.L.	100%
Autres subventions	10 429,78
Part C.A.V.L.	100%
Autres produits	2 660,51
Part C.A.V.L.	100%
Subvention d'équilibre commune AUZANCES	15 082,38
Part commune sur l'ensemble des produits	34%
TOTAL PRODUITS 2022	43 862,60

Elle précise qu'une somme de 15 082, 38 € est nécessaire pour équilibrer le budget de l'ALSH MICADO pour l'année 2022.

Un acompte prévisionnel de 8 924, 09 € a déjà été versé pour 2022.

Madame le Maire ajoute qu'il reste donc à verser la somme de 6 158, 29 € pour solder l'année 2022.

Budget Prévisionnel ALSH MICADO 2023

CHARGES	
Charges de fonctionnement	12 284
Part des charges de fonctionnement ALSH	57%
Part des charges de fonctionnement C.A.V.L.	43%
Charges de personnel	30 691
Part des charges de personnel ALSH	69%
Part des charges de personnel C.A.V.L.	31%
TOTAL CHARGES PREVISIONNELLES 2023	42 975

PRODUITS	
Prestations de Service	10 552
Part des PS ALSH	47%
Part des PS C.A.V.L.	53%
Participation aux activités	5 095
Part ALSH	99%
Part C.A.V.L. (Adhésion)	1%
Aide aux postes	3 475
Part C.A.V.L.	100%
Autres subventions	175
Part C.A.V.L.	100%
Autres produits	10 860
Part C.A.V.L.	100%
Subvention d'équilibre commune AUZANCES	12 818
Part commune sur l'ensemble des produits	30%
TOTAL PRODUITS 2023	42 975

Madame le Maire précise ensuite qu'une subvention d'équilibre prévisionnelle de 12 818, 00 € est nécessaire pour équilibrer le budget 2023 de l'ALSH MICADO. (NB : baisse du montant qui s'explique par : le projet Promouvoir de lire qui a permis de recueillir 3 500 € dans le cadre de la réponse de l'appel à projet Jeunesse et sport (3 500 € DRAJES dont 1 545 € utilisé en 2022, le solde de 1 955€ reporté sur 2023) ainsi que de la CAF (1 300€ à utiliser sur 2023) et Coordination PEDT pour laquelle l'association a perçu 5 480€)). Un premier acompte de 50%, soit la somme de 6 409, 00 €, devra être versée au CAVL AGIR, conformément aux dispositions de la convention signée avec la commune d'Auzances, en date du 6 Septembre 2017.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Valide la somme de 6 158, 29 € à verser pour solde de la subvention d'équilibre 2022 au CAVL AGIR, pour l'ALSH MICADO,
- Valide le versement d'un acompte prévisionnel de 50% de la subvention d'équilibre prévisionnelle pour l'année 2023, pour l'ALSH MICADO, soit un montant de 6 409, 00 €, au CAVL AGIR,
- Autorise Madame le Maire à réaliser toutes démarches utiles et à signer tous documents pour le bon aboutissement de ce dossier.

Délibération n° 2023 – 28 en date du 7 Avril 2023
portant vote de la subvention d'équilibre pour l'année 2022 pour la Maison France Services
communale
dont la gestion est confiée au CAVL AGIR

Nombre de membres	15
Présents	12
Représentés	3
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération n° 2022-24 en date du 20 Juin 2022 portant signature d'une convention avec le CAVL AGIR pour la gestion de la Maison France Services portée par la commune d'Auzances.

Madame le Maire présente ensuite au Conseil Municipal le budget réel 2022 pour la Maison France Services d'Auzances :

Budget Réel 2022 Maison France Services Auzances

CHARGES	
Achats non stockés de matières et Fournitures	226,04
Services extérieurs	458,43
Autres services extérieurs	1193,39
Frais de personnel	13 593,40
	Rémunérations brutes 10 520,14
	Charges sociales 2 713,61
Autres charges de personnel (Provision ICF, médecine du travail)	72,75
	Uniformation 123,33
	Œuvres sociales et culturelles 49,05
	Indemnités Journalières nettes CPAM 59,50
Charges de Gestion courante	16,26
	Charges de formation du personnel 16,26
	Charges diverses de gestion courante 0,01
Dotation amortissements et provisions	590,29
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	16 079,81
Charges Exceptionnelles	158,60
	Charges exceptionnelles sur opération de gestion 43,30
	Dotation indemnité fin de carrière 115,30
TOTAL DES CHARGES REELLES 2022	16 238,61

PRODUITS	
PRESTATIONS DE SERVICES ET PARTICIPATIONS	3 582,25
	Prestation de services CAF Animation Globale 3 539,25
	Adhésions des usagers 43,00
Dotations cantonales Conseil Départemental	30,00
Etat - Fonjep	386,33
Subvention Commune Auzances	11 255,24
TOTAL DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	11 671,57
Transfert de charges (Cpam, Uniformation) et produits divers de gestion courante	55,75
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	13 509,57
Produits exceptionnels	513,48
	Quote part des subventions d'investissement 513,48
Report de Ressources antérieurs non utilisées	213,56
	MSA (Projet communication) 150,00
	Dépenses informatiques 63,56
TOTAL DES PRODUITS REELS 2023	16 238,61

NB : Ce budget ne tient pas compte du salaire de l'agent mis à disposition du CAVL AGIR par la commune d'Auzances.
 Le loyer de 200 € versé à la commune n'est pas impacté sur le budget de la FS.
 Le nombre d'heures Personnel correspond à 28h d'accueil et d'accompagnement France Services

Une subvention d'équilibre d'un montant de 11 255, 24 € est donc sollicitée à la commune d'Auzances, pour l'année 2022.

Madame le Maire précise qu'une somme de 26 000 € a été votée lors du précédent Conseil Municipal car elle comprend éventuellement un acompte de 50% de la subvention prévue pour l'année 2023, au cas où le CAVL AGIR aurait besoin de trésorerie.

Madame le Maire présente le budget 2023 de la Maison France Services au Conseil Municipal :

Budget Prévisionnel 2023 Maison France Services Auzances

CHARGES	
Achats non stockés de matières et Fournitures	334
Services extérieurs	991
Autres services extérieurs	1267
Frais de personnel	31400
<div style="text-align: right; padding-right: 20px;"> <i>Rémunérations brutes</i> <i>Charges sociales</i> <i>Autres charges de personnel (Provision ICR, médecine du travail)</i> <i>Uniformation</i> <i>Œuvres sociales et culturelles</i> <i>Indemnités journalières nettes CPAM</i> </div>	24873 6028 270 229 60
Charges de Gestion courante	0
<div style="text-align: right; padding-right: 20px;"> <i>Charges de formation du personnel</i> <i>Charges diverses de gestion courante</i> </div>	
Dotation amortissements et provisions	1163
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	35215
Charges Exceptionnelles	100
<div style="text-align: right; padding-right: 20px;"> <i>Charges exceptionnelles sur opération de gestion</i> <i>Dotation indemnité fin de carrière</i> </div>	0 100
TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES 2023	35315

PRODUITS	
PRESTATIONS DE SERVICES ET PARTICIPATIONS	7289
<div style="text-align: right; padding-right: 20px;"> <i>Prestation de services CAF Animation Globale</i> <i>Adhésions des usagers</i> </div>	7241 48
Dotations cantonales Conseil Départemental	30
Etat - Fonjep	782
Subvention Commune Auzances	25805
TOTAL DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	26707
Transfert de charges (Cpam, Uniformation) et produits divers de gestion courante	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	33905
Produits exceptionnels	1042
<div style="text-align: right; padding-right: 20px;"> <i>Quote part des subventions d'investissement</i> </div>	1042
Report de Ressources antérieurs non utilisées	278
<div style="text-align: right; padding-right: 20px;"> <i>MSA (Projet communication)</i> <i>Dépenses informatiques</i> </div>	179 99
TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS 2023	35315

NB : Ce budget ne tient pas compte du salaire de l'agent mis à disposition du CAVL AGIR par la commune d'Auzances.
Le loyer de 200 € versé à la commune n'est pas impacté sur le budget de la FS.
Le nombre d'heures Personnel correspond à 28h d'accueil et d'accompagnement France Services

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- Approuve le versement d'une subvention d'équilibre d'un montant de 11 255, 24 € au CAVL AGIR pour le fonctionnement de la Maison France Services communale, pour l'année 2022,
- Précise que pour avoir le coût définitif de ce nouveau service, il convient d'ajouter à cette somme le coût du salaire chargé de l'adjoint administratif communal affecté à ce service et rémunéré directement par la commune,
- Charge Madame le Maire de réaliser toutes démarches utiles et de signer tous documents nécessaires au bon aboutissement de cette affaire.

Séance levée à 23h20

Le Maire,
Françoise SIMON

